Les attitudes devant la mort d'après les clauses testamentaires dans le gouvernement de Québec sous le Régime français

Marie-Aimée Cliche

Volume 32, numéro 1, juin 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/303673ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/303673ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Cliche, M.-A. (1978). Les attitudes devant la mort d'après les clauses testamentaires dans le gouvernement de Québec sous le Régime français. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 32(1), 57–94.
<https://doi.org/10.7202/303673ar>

**LES ATTITUDES DEVANT LA MORT
D'APRÈS LES CLAUSES
TESTAMENTAIRES
DANS LE GOUVERNEMENT DE QUÉBEC
SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS**

MARIE-AIMÉE CLICHE
Université Laval

L'histoire religieuse de la Nouvelle-France a beaucoup retenu l'attention des chercheurs. Les historiens ont surtout étudié les origines mystiques du Canada, l'évangélisation des Indiens, les relations entre l'Église et l'État, l'organisation du diocèse de Québec. Les biographies d'évêques et de religieux, les monographies de communautés religieuses sont également nombreuses. Mais l'histoire de la vie religieuse de la population canadienne a été à peine effleurée.

Certes, pour bien comprendre le comportement religieux des habitants de la Nouvelle-France, il faut d'abord prendre connaissance des exigences du clergé. Les renseignements sont fournis par le catéchisme de Mgr de Saint-Vallier¹, les mandements et lettres pastorales des évêques². Ces sources d'information donnent cependant une perception trop théorique et parfois trop négative des actes religieux posés par les catholiques car les évêques y insistent surtout sur les dérogations aux règles établies. Il ne suffit pas non plus de prêter foi aux jugements d'ensemble formulés par les autorités civiles et religieuses et par les voyageurs de passage dans la colonie pour connaître la réaction des fidèles face aux volontés de leurs chefs spirituels. Une analyse systématique de vastes séries de documents

---

¹ Jean-Baptiste de La Croix de Chevrères de Saint-Vallier, *Catéchisme du diocèse de Québec*, 1702 (Montréal, édition Franciscaine, 1958).

² H. Têtu, et C. O. Gagnon, *Mandements des évêques de Québec* (Québec, Côté et Cie, 1887), tomes I et II.

comme les registres des confréries et les actes notariés et judiciaires à implications religieuses révèle plus directement des traits de comportement parce qu'elle procède de gestes individuels posés par un nombre considérable de personnes.

Michel Vovelle, qui a étudié les attitudes devant la mort en Provence, au XVIII^e siècle, d'après les clauses des testaments, fournit une voie d'analyse utile³. Une étude semblable appliquée à la Nouvelle-France nous a paru primordiale parce qu'elle concerne un moment particulièrement important dans la vie des catholiques.

En effet, le mystère de la mort et la foi en la vie éternelle occupent une place prépondérante dans la doctrine chrétienne. L'Église enseigne que la conduite du chrétien ici-bas détermine son sort dans l'au-delà. Cette perspective devrait même suffire à préserver les fidèles de tout péché⁴ et les inciter à travailler à leur salut avec crainte et tremblement⁵. Cette opinion puisée dans la Bible est d'ailleurs reprise par Mgr de Saint-Vallier dans son catéchisme.

L'évêque ajoute que tout de suite après leur décès, les humains comparaissent devant le tribunal de Dieu pour rendre compte de tous les actes de leur vie et se voir assigner une juste récompense ou punition⁶. En dépit du caractère personnel de cette responsabilité, le catholique n'est pas abandonné à ses seules ressources pour gagner le ciel. Il peut compter sur l'entraide de tous les membres de la Communion des Saints: c'est-à-dire l'intercession de l'Église triomphante (les saints du ciel) et les prières de l'Église militante (les fidèles de la terre) en faveur de l'Église souffrante (les âmes du purgatoire).

L'Église de la Nouvelle-France offre ainsi à ses membres un modèle de vie axé sur les fins dernières. La réponse des fidèles s'exprime de façon générale par l'observance des commandements de Dieu et de l'Église, la fréquentation des sacrements et l'adhésion

---

³ Michel Vovelle, *Piété baroyelle et déchristianisation en Provence aux XVIII^e siècle. Les attitudes devant la mort d'après les clauses des testaments* (Paris, Plon, 1973).

⁴ Saint-Vallier, *Catéchisme*, 311.

⁵ *Ibidem*, 108.

⁶ *Idem*, 133.

aux confréries. Leurs préoccupations face à la mort se manifestent plus particulièrement dans les fondations de messes perpétuelles, le recrutement de la confrérie du Scapulaire⁷ et les clauses testamentaires à caractère religieux.

Au XVII^e et au XVIII^e siècle, la rédaction d'un testament comportait des implications à la fois profanes, à cause de la disposition des biens matériels, et religieuses, parce que le testateur prenait presque toujours des mesures destinées à faciliter son entrée au ciel.

Les 799 testaments retracés pour le gouvernement de Québec⁸ proviennent de personnes des deux sexes, de tous les milieux socio-professionnels et géographiques. Les hommes (63,2% des testateurs), les citadins (58,5%) et les notables (36,1%) sont sur-représentés, mais ces disparités tendent à s'atténuer avec le temps (tableaux 1 et 2). Durant la décennie 1730, les femmes représentent exactement la moitié du nombre total des testateurs. Si elles deviennent proportionnellement moins nombreuses ensuite, c'est à cause d'une grande quantité de testaments de miliciens durant la guerre de Sept Ans. La proportion des ruraux, elle, augmente régulièrement de 1663 à 1760.⁹

La lecture des testaments permet de savoir si la ligne de conduite adoptée par les fidèles est conforme à l'enseignement de l'Église.

Confiants d'être sauvés grâce à la rédemption opérée par le Christ, les testateurs doivent cependant réunir les deux conditions

---

⁷ Le port de scapulaire est censé procurer le double privilège d'une bonne mort et d'une prompte délivrance du purgatoire. Les fondations de messes visent à obtenir la même chose en plus de la grâce de bien servir Dieu durant la vie. J'étudierai ces deux gestes religieux dans une autre partie de ma thèse de doctorat consacrée à la vie religieuse de la population du gouvernement de Québec sous le Régime français.

⁸ Ce nombre relativement peu élevé de testaments s'explique par le fait que la Coutume de Paris, appliquée en Nouvelle-France, prévoyait un partage rigoureux des biens entre les membres de la famille. Les testateurs étaient limités dans le choix de leurs légataires et dans la quantité de biens dont ils pouvaient disposer. (Y. F. Zoltvany, « Esquisse de la Coutume de Paris », RHAF, 25, 3 (déc. 1971): 365-384.) Les testateurs jouissant de la plus grande liberté d'action étaient les célibataires, les veufs sans enfants, les veufs remariés possédant des biens hérités d'un premier mariage et les notables propriétaires de beaucoup de meubles et de conquêts.

⁹ Étant donné que les testaments étudiés commencent en 1663 et dans le but d'arrondir les décennies, j'ai compté l'année 1670 dans la décennie des années 1660, l'année 1680 dans la décennie 1670 et ainsi de suite.

TABLEAU 1

*Répartition des testaments selon les sexes et les milieux géographiques
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

Décennies	Total des testaments	% de femmes	% de ruraux
1663-1670	19	10,5%	31,5%
1671-1680	21	28,5%	33,3%
1681-1690	49	22,4%	36,7%
1691-1700	60	26,6%	30 %
1701-1710	77	42,8%	37,6%
1711-1720	45	46,6%	35,5%
1721-1730	61	47,5%	37,7%
1731-1740	118	50 %	41,5%
1741-1750	143	39,1%	44 %
1751-1760	206	29,5%	49,5%
	<u>799</u>	<u>36,7%</u>	<u>41,4%</u>

TABLEAU 2

*Groupes socio-professionnels de testateurs
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

Administrateurs	23	} Notables: 36,1%
Fonctionnaires	18	
Officiers de justice	33	
Détenteurs de fonctions honorifiques	21	
Seigneurs	50	
Hommes d'affaires	95	
Ecclésiastiques	33	
Services (médecins, arpenteurs, architectes, interprètes.)	20	} Gens du peuple: 63,8%
Officiers militaires	25	
Soldats	20	
Cultivateurs	12	
Hommes de métier	162	
« Habitants »	190	
Métier inconnu	177	
Nombre total de testaments	799	
Surplus (à cause du double compte de certains emplois)	80	

nécessaires à leur salut: l'adhésion à la vraie foi et l'état de grâce au moment du décès.

D'autre part, ils n'osent pas espérer accéder au ciel directement. Le passage au purgatoire leur semble nécessaire pour se procurer une ultime purification. Heureusement, l'Église leur suggère différents moyens pour y abréger leur séjour: soit les prières et les bonnes œuvres destinées à racheter les peines temporelles dues à leurs péchés.

Le choix de ces moyens, inscrits dans les testaments, peut varier considérablement selon les époques, l'état de fortune, le lieu d'origine et le sexe des testateurs. L'analyse de ces choix traduit des comportements différenciés selon les circonstances et les personnes.

LES CONDITIONS DE SALUT

L'appartenance à la véritable Église et l'état de grâce au moment du décès constituent les deux conditions indispensables au salut. Sans aller jusqu'à faire confidence de l'état de leur conscience, les testateurs ne manquent pas de se livrer publiquement à une profession de foi et à manifester clairement leur intention de se réconcilier avec Dieu. L'Église réserve d'ailleurs ses prières et le privilège d'une sépulture en terre sainte aux seuls défunts qui présentent ces garanties de salut.

Les testaments rédigés sous le Régime français commencent à peu près tous par une déclaration de christianisme et de catholicisme, et par une recommandation de l'âme à Dieu, Père, Fils et Saint-Esprit. Comme tous les catholiques font partie de la Communion des Saints, ils ont également recours à l'intercession de la Vierge Marie, de leur saint patron et de tous les saints pour la rémission de leurs péchés. Plusieurs ajoutent une invocation à saint Michel archange et à leur ange gardien¹⁰. Certains ecclésiastiques n'éprouvent pas le

---

¹⁰ Ce genre d'invocations se rencontre également en Provence, mais seulement dans les régions les plus pénétrées par une phraséologie Contre-Réforme de type baroque et les plus traditionalistes. Vovelle, *op. cit.*, 440.

besoin d'affirmer leur catholicisme, et plusieurs testaments olographes ou rédigés par un curé ne sont pas entièrement conformes aux directives du *Rituel* de Mgr de Saint-Vallier¹¹. Quelques testateurs, enfin, comme Charles Aubert de la Chesnaye et Jean-Baptiste Peuvret de Mesnu se livrent à de véritables épanchements mystiques. Mis à part ces cas exceptionnels, la formule religieuse en tête des testaments varie très peu et ne tend nullement à se simplifier ou à disparaître comme en Provence.

La profession de foi est tout de suite suivie d'une recommandation comme « Il ordonne qu'avant toutes choses ses dettes seront payées et que le tort qu'il a fait à son prochain sera réparé »¹². Pour recouvrer l'état de grâce, en effet, il ne suffit pas de confesser ses péchés, il faut aussi réparer dans la mesure du possible les dommages causés au prochain. Une trentaine de testaments comportent des clauses de réparation explicites comme la restitution d'argent volé, les legs en faveur d'enfants naturels ou d'une fille séduite, le paiement de messes promises depuis longtemps ou l'accomplissement de certains vœux. Jean-Baptiste Peuvret de Mesnu lègue 60 livres aux pauvres « pour tenir lieu de satisfaction à quelque affaire où sa conscience est engagée »¹³ et Aubert de la Chesnaye assume le coût d'une fondation de messes pour lui et les personnes avec qui « il est entré en intrigue de commerce durant sa vie »¹⁴. Six personnes enfin remettent à des prêtres des sommes d'argent considérables « pour en disposer de la façon qui a été convenue entre eux, sans être tenus d'en rendre compte à qui que ce soit ». S'agit-il là de « réparation de péchés de jeunesse ou de charité sans ostentation ? », s'interroge Michel Vovelle qui rencontre des cas semblables en Provence¹⁵. La première explication semble fort plausible.

¹¹ Jean-Baptiste de La Croix de Chevières de Saint-Vallier, *Rituel du diocèse de Québec publié par l'ordre de Saint-Vallier, évêque de Québec* (Paris, Simon Langlois, 1703), 563.

¹² Vovelle écrit que les anciens testaments provençaux réservaient jusqu'au XV^e siècle une place rituelle, dans le déroulement du formulaire notarial, à l'acquittement des dettes et à la réparation des torts : après l'invocation religieuse, qu'elle complétait, et avant l'élection de sépulture (exactement comme en Nouvelle-France). Le testament provençal du XVIII^e siècle élimine la formule dans la quasi-totalité des cas. On parle encore de dettes, mais le geste est laïcisé et semble s'être vidé de son contenu religieux. Vovelle, *op. cit.*, 229-230.

¹³ APQ, greffe de Genaple, 21 mars 1697.

¹⁴ APQ, greffe de Genaple, 26 août 1702.

¹⁵ Vovelle, *op. cit.*, 215.

Grâce à la profession de la vraie foi et à la réparation de leurs fautes les plus graves, les testateurs se sentent assurés de leur salut : c'est-à-dire leur entrée au ciel à plus ou moins brève échéance. Par la suite, ils se préoccupent d'abrégier leur séjour au purgatoire en demandant des prières et des messes, et en consacrant des legs aux bonnes œuvres.

LES PRIÈRES DE LA COMMUNION DES SAINTS

Confiants dans l'action efficace de la Communion des Saints et désireux d'en exploiter toutes les ressources, les testateurs ne se contentent pas de faire appel à l'intercession des élus. Ils sollicitent également l'appui des vivants sous forme de prières : services funèbres, messes, récitation de différentes prières en échange d'un legs à une bonne œuvre¹⁶.

Service et pompes funèbres

Les testateurs expédient généralement en quelques lignes la question du service et des pompes funèbres. Plus de la moitié (62,8%) n'y font même pas allusion, 16,8% s'en remettent à la prudence de leur exécuteur testamentaire, 13,1% demandent la plus grande simplicité, quelques-uns précisent « comme des pauvres », 1,8% « à la manière accoutumée », et 2,5% « selon leur état et condition », ce qui peut être interprété aussi bien comme une marque d'humilité que d'ostentation.

Cette indifférence apparente peut avoir deux causes : ou bien les testateurs se désintéressent vraiment de la question, ou bien ils sont assurés que les héritiers feront bien les choses. Trop bien peut-être

---

¹⁶ 10,1% des testateurs ne demandent aucune prière.
89,9% des testateurs demandent des prières sous l'une ou l'autre (ou l'une et l'autre) des trois formes suivantes :
37,2% demandent un service funéraire et parfois un service anniversaire.
75 % demandent des messes et font un legs pour les payer.
24,6% demandent la récitation de différentes prières en échange d'un legs aux bonnes œuvres, ou encore la participation aux prières d'une communauté ou d'une confrérie.

et ils veulent les mettre en garde contre les dépenses excessives des pompes baroques.

Seule une petite minorité de testateurs (2,7%) prescrivent un cérémonial détaillé en précisant la quantité de cierges, le nombre de pauvres qui accompagneront la dépouille mortelle et le montant des aumônes à leur distribuer. Cela suffit quand même à prouver que les pompes baroques existaient en Nouvelle-France¹⁷.

Une interprétation par la négative de certaines clauses testamentaires est aussi révélatrice. Quand un notable comme Louis Rouer d'Artigny demande un service «avec la croix de cuivre comme les plus pauvres de la ville»¹⁸, et qu'une femme de seigneur ordonne «qu'on ne sonne que la petite cloche comme à un pauvre»¹⁹, ils nous informent, si besoin est, des différences existant entre les services religieux des riches et des pauvres. L'enterrement «très succinct» de madame Foucault coûte 190 livres²⁰, celui d'un vrai pauvre, 25 livres.

Mais il n'en reste pas moins que la majorité des testateurs font preuve d'une volonté de simplicité.

Le choix du lieu de sépulture ne retient pas davantage l'attention des testateurs. La majorité d'entre eux n'en parlent même pas (52,4%), 28,7% se contentent du cimetière paroissial et 9,2% du cimetière des pauvres (par pauvreté véritable ou humilité chrétienne). Quelques-uns, mais fort peu, réclament l'honneur d'un enterrement dans l'église paroissiale (6,5%) ou chez les Récollets (2,7%).

L'enterrement dans une église constitue un privilège réservé à ceux qui peuvent payer 120 livres pour un enterrement dans la cathédrale de Québec ou 40 livres dans une église de campagne²¹. Les notables, même désargentés, tiennent généralement à cet honneur

¹⁷ Vovelle a décrit les éléments des pompes baroques. Le convoi, ce «tour de ville» auquel participent le clergé de la paroisse, les religieux des couvents, les confréries et les pauvres qui se voient distribuer des aumônes. Puis les cierges, les torches, les armoiries qui les décorent. Ensuite, la procédure même des obsèques: «libera», messes de matines, le tout au son des cloches sonnante à la volée. Vovelle, *Mourir autrefois* (éd. Gallimard-Julliard, 1974), 251 pages. Voir p. 107.

¹⁸ APQ, Greffe de Godefus, 4 juillet 1744.

¹⁹ APQ, Greffe de Dulaurent, 20 décembre 1749.

²⁰ APQ, Greffe de Barolet, 10 décembre 1734 et 8 février 1735.

²¹ MEQ, I: 33.

posthume, comme le commissaire de la Marine, François Clairambault Daigremont, qui meurt sans le sou, mais réclame quand même un enterrement dans la cathédrale²².

Les gouverneurs de la Nouvelle-France, qui remplissaient en même temps les fonctions de syndics des Récollets, et les membres du Tiers-Ordre franciscain demandent à être enterrés dans l'église des Récollets. Deux membres du Tiers-Ordre avaient fait une donation de 2 500 livres aux Récollets dans ce but en 1678²³. Si l'on en croit l'auteur anonyme d'un mémoire publié par Margry, les enterrements chez les Récollets auraient été interdits par l'évêque²⁴. Des difficultés ont probablement surgi car le gouverneur Frontenac en 1698²⁵, le grand voyer René Robineau de Bécancour en 1699²⁶ et le gouverneur de Callières en 1703²⁷ exigent d'être enterrés dans l'église des Récollets en ajoutant qu'ils veulent « en ce chef faire [leur] testament pour éviter les obstacles et contradictions qui pourraient y être apportés sans cela ».

Une proportion égale de testateurs (9,2%) réclament l'honneur d'un enterrement dans une église et l'abaissement volontaire d'un enterrement au cimetière des pauvres. Ces derniers se rapprochent davantage de l'esprit de Saint-Vallier :

Le chrétien doit prendre garde de ne point choisir pour sépulture le lieu le plus honorable de l'église mais s'estimer heureux d'être enterré dans le lieu le plus humble d'un cimetière, préférant la compagnie des pauvres à celle des riches.²⁸

Cette forme d'humilité était plus répandue au XVII^e siècle, alors que des personnages aussi éminents que le gouverneur Augustin Saffray de Mézy²⁹ et Charles Aubert de la Chesnaye voulurent être enterrés

²² APQ, Greffe de Louet père, 28 novembre 1728. — *Dictionnaire biographique du Canada*, II: 154.

²³ APQ, Greffe de Becquet, 18 juillet 1678. Reproduit par Eugène Réveillaud, dans *Histoire chronologique de la Nouvelle-France depuis sa découverte jusqu'en l'an 1632, par Sixte Le Tac*, 194-195.

²⁴ Pierre Margry, *Découvertes et établissements des Français dans l'ouest et dans le sud de l'Amérique Septentrionale* (Paris, Maisonneuve, 1879), I: 25.

²⁵ APQ, Greffe de Genaple, 22 novembre 1698.

²⁶ APQ, Greffe de Genaple, 4 avril 1699.

²⁷ APQ, Greffe de Chambalon, 25 mai 1703.

²⁸ Saint-Vallier, *Rituel*, 566.

²⁹ APQ, Greffe de Auber, 24 avril 1665.

au cimetière des pauvres de l'Hôtel-Dieu. Le XVIII^e siècle est surtout marqué par une forte augmentation du taux des demandes d'enterrement dans les cimetières paroissiaux : 11,4% au XVII^e siècle et 32,7% au XVIII^e. Ce changement se rattache probablement au progrès de l'organisation paroissiale.

Un trait reste commun aux testateurs du XVII^e et du XVIII^e siècle : un intérêt très mitigé en ce qui concerne l'inhumation et le lieu d'enterrement. Ce détachement apparent peut s'expliquer de deux manières. Les testateurs vivant dans une paroisse desservie par un curé résident étaient assurés d'avoir droit à un service, si simple soit-il, et à l'enterrement dans le cimetière paroissial. Les habitants des concessions éloignées, par contre, et surtout les hommes partant pour la guerre ou un voyage risquaient fort d'être privés d'une sépulture en terre sainte. C'est pourquoi bon nombre d'entre eux ne le demandent même pas.

Quand il s'agit d'actes de piété surérogatoires comme les demandes de messes ou les legs aux bonnes œuvres qui engagent plus directement la volonté du défunt et la responsabilité de ses héritiers, les testateurs se montrent beaucoup plus loquaces et précis. En outre, ces catholiques instruits par des évêques aussi austères que Laval et Saint-Vallier estiment que ce n'est pas le luxe entourant leur enveloppe corporelle qui soulagera leur âme plongée dans les flammes du purgatoire et ils veulent que leur argent soit utilisé à bon escient. C'est pourquoi ils demandent à être enterrés aussi simplement que possible, parfois même, comme une testatrice le précise, « avec aussi peu de pompes funèbres que faire se pourra et plus de messes »³⁰.

Les messes, prières par excellence

Les messes sont considérées comme la forme de prière la plus susceptible d'abrégier le séjour au purgatoire. 75% des testateurs formulent une demande en ce sens, pourcentage comparable à celui de la Provence entre 1700 et 1750³¹.

³⁰ APQ, Greffe de La Cetière, 13 juillet 1711.

³¹ Vovelle, *Pitié baroque*, 124.

Ces demandes de messes proviennent de tous les groupes de testateurs, sans exception. Les deux groupes les plus nombreux à en réclamer sont les ruraux (80,3% des ruraux contre 71,3% des citadins) et les gens des services qui jouissent d'une assez belle situation de fortune (85%).

Les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à demander des messes (83% des testatrices et 70% des testateurs), mais les legs masculins sont plus élevés en moyenne que les legs féminins (223 livres pour les hommes et 179 livres pour les femmes).

Le montant des legs destinés aux messes varie autant que l'état de fortune des testateurs, mais le plus grand nombre donnent environ 130 livres pour la période 1680-1730 et 100 livres ensuite jusqu'en 1760. Compte tenu de la réduction du prix des messes (20 sols jusqu'en 1732 et 15 sols après), cela signifie que la plupart des testateurs demandent environ 130 messes chacun. 292 personnes donnent 100 livres ou moins pour des messes, 215, entre 100 et 500 livres, et 53 seulement, plus de 500 livres.

Riches ou pauvres, tous les donateurs manifestent une préoccupation dominante: que ces messes soient dites le plus tôt possible après leur décès pour mettre fin à leur séjour au purgatoire. Michelle-Thérèse Nau extériorise l'arrière-pensée qui hantait visiblement l'esprit de ses contemporains: elle demande que les messes soient célébrées «incontinent après son décès, pour le soulagement de son âme et une prompte délivrance d'icelle des flammes du purgatoire»³².

Ce souci de réduire la durée du séjour au purgatoire est si fort que les testateurs demandent volontiers de faire célébrer les messes en plusieurs endroits³³ ou même à la grandeur du diocèse pour pouvoir en bénéficier au plus tôt. Dans cet état d'esprit, le lieu de célébration des messes revêt une importance bien secondaire³⁴ et il n'est même pas précisé dans 66% des cas.

---

³² APQ, Greffe de Genaple, 6 janvier 1706.

³³ Testament de Jean Sébille parmi beaucoup d'autres: «Cent messes, aussitôt incontinent après son décès, dites en plusieurs endroits, afin d'avoir un prompt secours pour le repos de son âme». APQ, Greffe de Genaple, 6 janvier 1706.

³⁴ Michel Vovelle exprime l'idée que l'indifférence à qui dira les messes n'est peut-être bien souvent qu'indifférence tout court (*Piété baroque*, 340). Cette interpré-

Les prêtres bénéficiaires des legs pour les messes ne manifestaient sans doute pas le même détachement que les testateurs, car ces honoraires constituaient une partie importante des revenus des paroisses et d'un ordre mendiant comme les Récollets. La somme d'argent totale dévolue aux paroisses dans ce but (23 467 livres) paraît à peine plus élevée que celle versée aux communautés (22 392 livres), mais la plus grande partie des legs indéterminés (77 397 livres) devait revenir aux églises paroissiales, plus nombreuses au XVIII^e siècle.

TABLEAU 3

Répartition des sommes versées aux communautés pour des messes dans le gouvernement de Québec sous le Régime français

Récollets	: 13 403 livres
Hôtel-Dieu	: 3 877 livres
Séminaire de Québec	: 2 100 livres
Hôpital-Général	: 1 717 livres
Jésuites	: 1 108 livres
Ursulines	: 187 livres

Parmi les communautés bénéficiaires de ces legs (tableau 3), les Récollets viennent au premier rang. Ils accumulent même un revenu supérieur à celui de la paroisse Notre-Dame de Québec: 13 403 livres en regard de 9 970 livres. L'auteur du mémoire anonyme cité plus haut affirme: « On prend soin de détourner des Récollets les fondations de messes. » Cette tentative de détournement de fonds, en admettant qu'elle soit véridique, n'a visiblement pas été couronnée de succès. Mais il est bien possible qu'une certaine rivalité ait existé entre le couvent franciscain et l'église cathédrale pour percevoir les sommes considérables provenant des sépultures et des messes.

En plus de demander des messes pour eux-mêmes, 17,5% des testateurs en font célébrer aux intentions de leurs parents et amis défunts et des âmes du purgatoire « les plus abandonnées ou le plus

---

tation peut être valable pour la Provence à une époque où les demandes de messes diminuent considérablement, mais pas pour la Nouvelle-France où elles sont en pleine phase ascendante.

près de leur délivrance». Cet acte de piété, très répandu en France à la même époque³⁵, était recommandé par Mgr de Saint-Vallier :

Si nous ne prions pas pour les âmes du purgatoire, elles ne prieront pas pour nous lorsque nous y serons, et qu'elles seront dans le ciel. Nous serons abandonnés et mesurés de la même manière que nous aurons mesuré les autres.³⁶

Convaincus de cette possibilité d'entraide, les testateurs qui paient des messes pour autrui expriment l'espoir que ce bienfait leur sera rendu dans l'autre monde. Ainsi, le cordonnier Antoine Matro lègue 25 livres pour des messes « pour les âmes du purgatoire les plus abandonnées et pour lesquelles on prie le moins, suppliant la divine bonté de Notre-Seigneur avoir pitié de la sienne »³⁷. Une dame de la confrérie de la Sainte-Famille, madame Bazire, pousse le désintéressement encore plus loin en consacrant 1 000 livres à une fondation de messes pour les âmes du purgatoire sans en demander une seule pour elle³⁸. Elle est probablement convaincue que son geste pieux porte en soi sa récompense et lui procurera suffisamment de mérites pour racheter ses propres fautes.

En plus des messes, les fidèles ont confiance dans bien d'autres formes de prières et ils demandent volontiers les unes et les autres, parfois à l'intérieur d'un même testament.

Les prières en échange d'un legs.

Les demandes de prières en échange d'un legs aux bonnes œuvres apparaissent même un peu plus souvent que les demandes de messes dans les testaments du XVII^e siècle (tableau 4).

³⁵ Gaby et Michel Vovelle, *Vision de la mort et de l'au-delà en Provence d'après les autels des âmes du purgatoire (XV^e-XX^e siècle)*. Paris, A. Colin, (1970). *Cahier des Annales* (nov.-déc. 1969) : 1602-1634.

³⁶ Saint-Vallier, *Catéchisme*, 421.

³⁷ APQ, Greffe de La Cetièrre, 6 avril 1711.

³⁸ APQ, Greffe de Barbel, 20 août 1723.

TABLEAU 4

*Répartition des demandes de messes, legs aux bonnes œuvres
et demandes de prières en échange de ces legs,
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

	Demandes de messes	Legs aux bonnes œuvres	Demandes de prières en échange d'un legs aux bonnes œuvres
1663-1700	50 %	81,5%	57%
1701-1760	80,7%	57,5%	17%

L'ordre des choix s'inverse entre 1690 et 1700: les demandes de messes augmentent et dépassent les demandes d'autres prières qui diminuent régulièrement, mais sans jamais disparaître tout à fait (graphique I). Ce changement peut s'expliquer par différents facteurs d'ordre économique et démographique.

La période 1663-1690 en est une de fondation et de construction pour l'Église canadienne. Les communautés religieuses, les fabriques paroissiales et les confréries comptent en partie sur l'aide de la population pour construire leurs couvents, églises ou chapelles. Les testateurs répondent en grand nombre à leur attente, heureux de pouvoir profiter en retour de «leurs bonnes et dévotes prières» et de participer aux mérites de «leurs prières et bonnes œuvres».

Cet esprit communautaire, c'est-à-dire cet esprit d'échange et de partage entre les testateurs et les récipiendaires des legs pieux, prévaut jusqu'en 1690.

À partir de 1690-1700 environ, les testateurs font preuve d'une piété plus cloisonnée, plus compartimentée. Ils préfèrent de beaucoup les messes à toute autre forme de prière, séparent nettement les sommes d'argent consacrées aux messes de celles destinées aux bonnes œuvres, sollicitent de moins en moins de prières en échange de ces derniers legs, et cessent complètement d'employer la formule «pour participer aux prières et aux bonnes œuvres» après 1710.

L'augmentation du nombre de paroisses (tableau 5), dans le gouvernement de Québec à partir de 1678 peut expliquer en partie cette demande accrue de messes.

**RÉPARTITION DES DEMANDES DE PRIÈRES ET DES LEGS PIEUX DANS
LE GOUVERNEMENT DE QUÉBEC SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS**

GRAPHIQUE I

TABLEAU 5

*Augmentation du nombre de paroisses
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

1664-1678:	1 paroisse
1685	: 9 paroisses
1725	: 24 paroisses
1760	: 52 paroisses ³⁹

Le nombre de prêtres dans la colonie n'augmente pas au même rythme que les paroisses. Il tend même à décroître au début du XVIII^e siècle (tableau 6)⁴⁰. Par contre, les campagnes disposent d'un plus grand nombre de prêtres à partir de 1710 environ. Cela peut également expliquer en partie la forte augmentation des demandes de messes par les ruraux.

TABLEAU 6

*Répartition des prêtres dans le diocèse de Québec
au début du XVIII^e siècle*

	Nombre total de prêtres.	Ville	Campagne	Missions
1698	154	58%	25%	17%
1711-12	128	43%	36%	21%

D'autre part, au XVIII^e siècle, la période de construction des couvents et des hôpitaux tire à sa fin. Les testateurs font donc moins de legs à ces institutions, et partant, demandent moins de prières en échange.

Si l'esprit communautaire semble disparaître des testaments au XVIII^e siècle, le sentiment d'appartenance à la communauté spirituelle de la Communion des Saints demeure intact. Les demandes de messes pour autrui qui commencent en 1682 et se maintiennent

³⁹ Ce tableau a été dressé d'après *MEQ*, I: 524 et 569. et Marcel Trudel, *Initiation à la Nouvelle-France* (Holt, Rinehart et Winston Ltée, Montréal et Toronto, 1971), 128.

⁴⁰ Guy, Frégault, *Le XVIII^e siècle canadien — Études* (Montréal, éd. HMH, 1970), 100.

à un niveau stable jusqu'en 1760 le prouvent. Le marchand Jean Sébille, qui rédige son testament à une époque de transition, en 1706, exprime bien ce pouvoir d'entraide des membres de l'Église :

Il prie très humblement ses amis et particulièrement ceux à qui il a fait des legs qu'ils prient Dieu pour le repos de son âme et celles de sa mère et sa femme, leur promettant aussi que si Dieu lui fait miséricorde comme il l'espère de sa divine bonté, qu'étant au nombre des bienheureux, il leur rendra le semblable.⁴¹

LE SALUT PAR LES ŒUVRES

Les prières de la Communion des Saints ne constituent pas le seul moyen de racheter les peines temporelles dues aux péchés et d'abrèger la désagréable station au purgatoire. L'Église suggère également l'accomplissement de bonnes œuvres. Celles-ci consistent en tout acte de bienfaisance, posé au nom du Christ, dans le but de gagner des mérites pour le ciel. Les legs aux pauvres et à l'Église constituent à peu près le seul type de bonne œuvre que puissent accomplir des testateurs à l'article de la mort. C'est pourquoi Mgr de Saint-Vallier les engage à donner « des marques de [leur] piété envers les églises, et de [leur] charité envers les pauvres »⁴².

Les habitants de la Nouvelle-France n'ont pas attendu la suggestion de leur évêque pour agir en ce sens : la croyance au salut par les œuvres était ancrée depuis longtemps dans l'esprit des catholiques. Les testateurs sont moins nombreux cependant à faire des bonnes œuvres (62%) qu'à demander des prières (89,9%), probablement parce que ces dernières leur paraissent plus efficaces.

Par contre la quantité totale d'argent consacrée aux bonnes œuvres est plus élevée que celle dévolue aux messes (203 566 livres contre 123 256)⁴³. Il en résulte que la valeur moyenne des legs pour

⁴¹ APQ, Greffe de Genaple, 6 janvier 1706.

⁴² Saint-Vallier, *Rituel*, 566.

⁴³ J'ai comparé les legs destinés aux messes avec les legs destinés aux bonnes œuvres parce que les deux sont nettement séparés les uns des autres dans les testaments, à trois exceptions près. Les prières, elles, étaient souvent demandées en échange d'un legs aux bonnes œuvres, mais pas les messes.

les œuvres est deux fois plus élevée que celle des messes: 410 livres pour les bonnes œuvres et 205 livres pour les messes⁴⁴.

Cela porte à croire que l'aumône était un geste de riche, comme en Provence⁴⁵, d'autant plus que Mgr de Saint-Vallier spécifiait bien que l'obligation de distribuer des aumônes concernait surtout les riches⁴⁶. Mais la majorité des testateurs, 223, effectuent de petits legs: entre 5 sols et 100 livres. Une minorité seulement, 79, des legs élevés: 500 livres et plus. Un petit groupe de notables s'acquittent régulièrement des legs de 1 000 livres et plus. Cela prouve que les aumônes provenaient de tous les milieux sociaux. Les testateurs les moins fortunés se contentaient d'octroyer un 5 sols symbolique à un plus pauvre qu'eux, les autres donnaient selon leurs moyens.

Dans le cas des bonnes œuvres comme des messes, les femmes sont proportionnellement un peu plus nombreuses que les hommes à faire des dons (64% des femmes et 60% des hommes). Mais la valeur moyenne des legs masculins est plus élevée: 435 livres pour les hommes et 369 livres pour les femmes. Probablement parce que les hommes sont propriétaires de la majorité des biens.

Les ruraux font beaucoup moins de legs aux bonnes œuvres que les citadins (tableau 7). Peut-être parce qu'ils sont moins sollicités, notamment par les communautés et les confréries, établies surtout en ville⁴⁷.

Les legs aux bonnes œuvres ne se sont pas maintenus à un taux aussi stable que les demandes de prières tout au long du Régime français. À partir de 1700, ils diminuent constamment avec deux paliers entre 1720-1740 et 1750-1760.

---

⁴⁴ Dans le cas des messes comme des bonnes œuvres, j'ai calculé la valeur des legs en argent seulement. Les legs en nature sont nombreux, mais il est trop difficile de calculer la valeur des outils d'une forge, d'une vache à lait ou d'un troupeau de moutons. Il en résulte une certaine marge d'incertitude qui est semblable pour tous les tableaux.

⁴⁵ Vovelle, *Piété baroque*, 421.

⁴⁶ Saint-Vallier, *Rituel*, 565.

⁴⁷ « À milieu urbain, complexité plus grande des attitudes, en fonction des sollicitations multiples », Vovelle, *Piété baroque*, 416.

TABLEAU 7

*Répartition des legs aux bonnes œuvres
selon le milieu géographique des donateurs
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

	Ville	Campagne
Ensemble des bonnes œuvres	68,1%	53,4%
Legs aux pauvres	50 %	36,8%
Legs aux communautés	29,2%	12 %
Legs aux paroisses	15,7%	25,3%
Legs aux confréries	23,9%	6,9%

Cette tendance générale à la baisse connaît des fluctuations selon le type de legs: aux pauvres, aux communautés, aux paroisses et aux confréries (graphique II). De plus le nombre et le montant des legs varient considérablement selon l'identité du bénéficiaire et le milieu social du donateur.

Dans l'ensemble, les testateurs favorisent les différentes bonnes œuvres dans les proportions indiquées au tableau 8.

TABLEAU 8

*Répartition des legs entre les bonnes œuvres
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

Legs aux pauvres	: 44,5%	des testateurs	57 008 livres
Legs aux communautés:	22,1%	" "	86 054 livres
Legs aux paroisses	: 19,7%	" "	30 909 livres
Legs aux confréries	: 16,8%	" "	11 709 livres
Autres legs	: 4,5%	" "	17 886 livres

Les legs aux pauvres occupent continuellement le premier rang parmi les bonnes œuvres, à l'exception de deux décennies. Les legs aux communautés subissent la baisse la plus prononcée. Les legs aux paroisses demeurent les plus stables. Une étude plus approfondie de chacun de ces gestes charitables permettra de mieux comprendre cette évolution.

RÉPARTITION DES LEGS PIEUX AUX DIFFÉRENTES BONNES OEUVRES SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS

GRAPHIQUE II

Les pauvres, image du Christ souffrant

Les pauvres occupent une place privilégiée dans la vie religieuse de la Nouvelle-France. Jusqu'en 1742, les testateurs les considèrent comme « les membres souffrants de Jésus-Christ », comparaison que l'historien Maurice Agulhon qualifie de traditionaliste, voire médiévale, et que Michel Vovelle juge « attardée au siècle des Lumières »⁴⁸.

L'existence des pauvres permet aux testateurs catholiques de pratiquer deux vertus chrétiennes éminentes : l'humilité et la charité.

Mgr de Saint-Vallier recommandait à ses diocésains de se faire enterrer en compagnie des pauvres « parce que Dieu les a pris sous sa protection spéciale »⁴⁹. Il exprimait là une idée déjà répandue, car un certain nombre de personnes fortunées de la colonie demandent, surtout au XVII^e siècle, à être enterrées au cimetière des pauvres. Un petit nombre (5 exactement) réclament la présence de pauvres dans leur cortège. Indépendamment de cette volonté expresse, il semble bien que les pauvres avaient l'habitude d'assister aux enterrements, car une testatrice demande de donner « 5 sols aux pauvres de l'endroit où elle décèdera selon la coutume de suivre son enterrement »⁵⁰.

Cette coutume de verser une aumône aux pauvres, même si elle n'apparaît que dans 39 testaments de 1665 à 1745, symbolise visiblement le verre d'eau donné au nom du Christ qui ne restera pas sans récompense. La mendicité était interdite en Nouvelle-France, mais les autorités civiles ne défendaient pas l'aumône. Les pauvres du gouvernement de Québec reçoivent beaucoup de dons en nature, parfois de valeur infime (barriques d'anguilles, minots de blé, hardes « les moins bonnes »), comme cela se pratiquait dans les campagnes les plus reculées de France à la même époque⁵¹. En raison de cette possibilité d'offrir des choses de peu de valeur, les legs aux pauvres figurent dans 44,5% des testaments, pourcentage deux fois plus élevé que pour n'importe quelle autre bonne œuvre, et quatre

---

⁴⁸ *Idem*, 358.

⁴⁹ Saint-Vallier, *Rituel*, 566.

⁵⁰ APQ, Greffe de Boisseau, 26 février 1740.

⁵¹ Vovelle, *Piété baroque*, 448.

fois plus élevé qu'en Provence où l'aumône est essentiellement un geste de riche⁵².

Des représentants de tous les milieux sociaux font des legs aux pauvres. Les citadins plus que les ruraux (50% contre 36,8%) et les femmes un peu plus que les hommes (46,5% contre 43,3%).

Les pauvres bénéficiaires de ces legs sont choisis différemment selon les époques. Au XVII^e siècle, les testateurs adressent la majorité de leurs aumônes aux pauvres des hôpitaux, d'abord l'Hôtel-Dieu, mais aussi l'Hôpital-Général. À partir de 1710, ils aiment mieux faire distribuer leurs dons aux pauvres des paroisses, par l'intermédiaire du curé le plus souvent (graphique III).

En France, à la même époque, le geste charitable évolue de façon inverse. Au XVII^e siècle, les Français pratiquent une charité directe, personnelle, de type médiéval, c'est-à-dire qu'ils distribuent leurs aumônes aux pauvres de leur entourage immédiat. Au XVIII^e siècle, la charité s'institutionnalise: presque toutes les aumônes sont adressées aux hôpitaux⁵³. Pour la Nouvelle-France, l'évolution en sens contraire du geste charitable s'explique autrement: par la venue des communautés religieuses dans la colonie antérieurement à la fondation des premières paroisses.

L'Hôtel-Dieu de Québec reçoit la plupart des legs pour les pauvres jusqu'en 1692. À partir de cette date, la fondation de l'Hôpital-Général entraîne un partage des bénéfices. Mais le grand rival de l'Hôtel-Dieu au XVIII^e siècle (pour les legs aux pauvres) demeure la paroisse qui draine la majorité des fonds à partir de 1720.

Ce changement de bénéficiaire se trouve partiellement relié au progrès de l'organisation paroissiale. Au XVII^e siècle, la population est rassemblée autour de Québec et l'Hôtel-Dieu suffit probablement à secourir les pauvres de la ville. Au siècle suivant, la population des côtes a augmenté, plusieurs paroisses ont été érigées et les testateurs préfèrent aider les pauvres qui sont le plus près d'eux: ceux de leur paroisse.

---

⁵² *Idem*, 420-421.

⁵³ *Idem*, 403.

**RÉPARTITION DES LEGS TESTAMENTAIRES DESTINÉS AUX PAUVRES
DANS LE GOUVERNEMENT DE QUÉBEC SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS**

Legs destinés aux pauvres des hôpitaux: -----
Legs destinés aux pauvres des paroisses: _____

N.B. Certains testaments comportent à la fois un legs destiné aux pauvres des hôpitaux et un autre aux pauvres des paroisses.

GRAPHIQUE III

Mais cette raison n'explique pas tout: les habitants de la ville et paroisse Notre-Dame de Québec ont toujours eu la possibilité de verser leurs legs à l'Hôtel-Dieu ou aux pauvres de la paroisse. Au XVII^e siècle, ils optent pour la première solution, au XVIII^e, pour la seconde, et ils le disent très clairement. Une testatrice parmi beaucoup d'autres réserve une certaine somme pour être distribuée en aumônes, «déclarant qu'elle n'entend aucunement comprendre les pauvres de l'Hôtel-Dieu et de l'Hôpital, mais seulement les pauvres particuliers les plus nécessiteux de cette ville et des environs»⁵⁴.

Malgré les plaintes formulées par Mgr de Saint-Vallier, les pauvres des hôpitaux n'étaient pas entièrement délaissés⁵⁵ car ils se voyaient attribuer le produit d'une partie des amendes et des confiscations imposées par les autorités civiles. C'était une forme de charité institutionnalisée. De plus, certains Français de passage dans la colonie pratiquaient la charité comme dans la mère patrie et remettaient des legs considérables aux hôpitaux.

Mais les habitants de la colonie préféraient faire distribuer leurs aumônes aux pauvres «particuliers» de leur paroisse par l'intermédiaire du curé. Visiblement, un transfert d'influence s'était opéré au tournant du siècle, allant des communautés à la paroisse.

Prédominance des communautés au XVII^e siècle

En Nouvelle-France comme dans l'ancienne, les communautés religieuses jouent un rôle plus important que la paroisse dans la vie religieuse au XVII^e siècle. Dans la colonie, cette prépondérance se manifeste notamment par des donations entre vifs et des legs testamentaires plus nombreux en faveur des communautés que des paroisses (tableau 9).

De 1663 à 1700, même les ruraux font deux fois plus de legs aux communautés de la ville de Québec qu'à leur église paroissiale.

---

⁵⁴ APQ, Greffe de Genaple, 20 décembre 1705.

⁵⁵ «Les pauvres renfermés dans ces maisons sont abandonnés pour n'être pas soutenus par la charité des fidèles», Saint-Vallier, 27 février 1698, MEQ, I: 370.

TABLEAU 9

*Répartition des donations entre vifs entre les communautés
et les paroisses
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

	Communautés	Paroisses
1648-1700	82	23
1701-1760	17	25

Le nombre total de legs aux communautés ne représente que la moitié de ceux destinés aux pauvres, mais la valeur en est supérieure du tiers. Les testateurs peu fortunés qui peuvent se permettre de faire un legs très modeste aux pauvres, n'osent cependant pas offrir aux communautés un cadeau de quelques sols seulement ou du vieux linge. Ils préfèrent s'abstenir et laisser aux mieux nantis le soin de faire un legs honorable, parfois en nature, ou sous forme de remise de dette, ou encore en payant la dot d'une religieuse pauvre.

TABLEAU 10

*Répartition des legs entre les communautés,
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

Communautés	Nombre de legs	Valeur des legs
Hôtel-Dieu	78	16 829 livres
Récollets	62	12 590 livres
Hôpital-Général	36	14 274 livres
Ursulines	24	11 841 livres
Jésuites	14	4 010 livres
Séminaire	11	1 550 livres

La valeur moyenne des legs aux communautés est donc trois fois plus élevée que celle des legs aux pauvres, et les donateurs se recrutent dans un cercle plus restreint de notables. Administrateurs, officiers de justice, seigneurs et hommes des services se montrent les plus généreux bienfaiteurs des communautés. Les ecclésiastiques, commerçants, officiers militaires et hommes de métier fournissent un apport non négligeable. Les citadins vivant plus près

des communautés font naturellement plus de legs que les ruraux. En outre, les notables habitent habituellement la ville plutôt que la campagne.

L'Hôtel-Dieu de Québec est le principal bénéficiaire quant au nombre et à la valeur totale des legs. Cette prédominance se maintient presque sans exception tout au long du Régime français. Cela prouve, si besoin est, les services rendus par cette institution dans la colonie et la reconnaissance des habitants. Les malades de tout le gouvernement de Québec et même d'ailleurs venaient se faire soigner à l'Hôtel-Dieu et une centaine d'entre eux rédigeaient leur testament durant leur séjour dans cette maison. Les religieuses dispensaient leurs soins gratuitement aux pauvres, les autres donnaient ce qu'ils pouvaient⁵⁶. 78 testateurs firent un legs à la communauté et 110 un legs aux pauvres de cet établissement. Certains de ces testateurs voulaient sans doute remercier les religieuses de leurs soins.

Les Récollets viennent au second rang pour le nombre de legs reçus et l'Hôpital-Général au troisième. Pour la valeur totale de ces legs, l'ordre se trouve inversé. Cela s'explique par l'origine sociale et la situation financière des donateurs et des légataires. Les Récollets, ordre mendiant, jouissaient d'une grande popularité auprès de la population. Des gens de milieu modeste leur faisaient des legs forcément peu élevés. Les religieuses de l'Hôpital-Général, par contre, avaient moins de contact avec le peuple car elles s'occupaient seulement d'un groupe particulièrement défavorisé: les pauvres renfermés. Recrutées majoritairement parmi la haute société⁵⁷, ces religieuses recevaient des gens de leur milieu des legs moins nombreux mais d'un montant plus élevé que les Récollets. Mais n'oublions pas que ces derniers doubleraient leurs revenus avec les rétributions de messes.

Les Ursulines reçoivent constamment moins de legs que les autres communautés féminines. La valeur totale égale presque celle des legs aux Récollets, cependant. Les donateurs étaient probable-

---

⁵⁶ François Rousseau, « Hôpital et société en Nouvelle-France: l'Hôtel-Dieu de Québec à la fin du XVII^e siècle », RHAF, XXXI (juin 1977): 29-49.

⁵⁷ Micheline D'Allaire, *L'Hôpital-Général de Québec, 1692-1764* (Montréal, Fides, 1971).

ment leurs anciennes élèves et les parents de celles-ci, des notables pour la plupart. Quelques testateurs paient également la pension de fillettes pauvres ou orphelines dans ce couvent.

Les Jésuites et les prêtres du Séminaire des Missions Étrangères arrivent bons derniers dans la distribution. Les testateurs les jugeaient probablement assez bien pourvus grâce aux revenus de leurs seigneuries et de la dîme. Les Jésuites reçoivent un peu plus de dons pour leur collège.

Les autorités métropolitaines estimaient, elles aussi, que les communautés possédaient assez de biens. Par l'édit de main morte, en 1743, le roi leur interdit de recevoir de nouvelles donations, sous quelque forme que ce soit⁵⁸. Les legs aux communautés ne cessèrent pas complètement pour autant, mais ils diminuèrent encore plus tandis que les legs aux paroisses se stabilisaient.

Importance croissante de la paroisse au XVIII^e siècle

Le nombre et la valeur totale des legs aux paroisses sont inférieurs à ceux destinés aux communautés pour les raisons suivantes. Durant toute leur vie, les fidèles payaient la dîme (et on sait qu'ils ne s'y soumettaient pas toujours de bon gré), le casuel (prix des messes, baptêmes, mariages, enterrements), donnaient à la quête dominicale et contribuaient à l'édification et à l'entretien de l'église paroissiale et du presbytère. De plus, ils savaient que la plus grande partie de l'argent des messes aboutirait dans les coffres de la fabrique paroissiale. En conséquence, la plupart des testateurs ne jugeaient pas nécessaire de faire un legs supplémentaire à leur église.

Les legs aux paroisses proviennent d'un assez petit groupe de testateurs, mais sans différence de milieu social. Parmi les notables, figurent des ecclésiastiques qui lèguent leurs biens à leur paroisse, des seigneurs qui financent la construction d'une église sur leurs terres, des administrateurs, des commerçants et des gens des services. Parmi les gens du peuple, les ruraux sont plus nombreux que les citadins, mais ils donnent naturellement des sommes plus modestes que les notables de Québec.

---

⁵⁸ Edit du 25 novembre 1743, *Edits et Ordonnances*, I: 576.

Parmi les églises bénéficiaires des legs, Notre-Dame de Québec, la plus ancienne et la plus importante du diocèse, vient naturellement au premier rang, surtout à cause de la présence à Québec de riches marchands qui occupaient souvent la fonction de marguilliers. L'église Notre-Dame des Victoires, entièrement construite avec des aumônes, figure au deuxième rang. Certaines paroisses pauvres de la côte du sud, comme Berthier et Sainte-Anne, se voient décerner des legs considérables en raison même de leur pauvreté. Puis viennent par ordre décroissant: Saint-Jean de l'île d'Orléans, l'Ancienne-Lorette, l'Ange-Gardien, Sainte-Anne-de-Beaupré, Saint-François de l'île d'Orléans. Toutes des paroisses situées dans des régions prospères et assez peuplées.

Les testateurs manifestent leur attachement envers leur paroisse par l'augmentation des demandes d'enterrement dans les églises et les cimetières paroissiaux, l'attribution d'aumônes aux pauvres des paroisses plutôt que des hôpitaux, et enfin, une plus forte proportion de legs aux paroisses qu'aux communautés après 1711. La simultanéité et la concordance de ces trois phénomènes révèlent l'influence grandissante de la paroisse dans la vie des fidèles au XVIII^e siècle. Mgr de Saint-Vallier pouvait mourir content en 1727: la paroisse avait définitivement supplanté les communautés comme centre de la vie religieuse de la population.

Les confréries, modèles de vie dévote

Les confréries, qui recrutaient seulement une faible partie de la population, reçoivent moins de dons que les autres bonnes œuvres (tableau 11). Quatre d'entre elles monopolisent la quasi-totalité des legs: la congrégation de la Sainte-Vierge, création des Jésuites et réservée aux hommes; la confrérie de la Sainte-Famille, organisée sur le modèle de la précédente, mais contrôlée par les prêtres du Séminaire de Québec et destinée aux femmes; la confrérie de Sainte-Anne, instituée à l'origine pour les ouvriers de la construction et supervisée également par les prêtres du Séminaire; le Tiers-Ordre franciscain ouvert aux personnes des deux sexes et dirigé par les Récollets.

TABLEAU 11

*Répartition des legs entre les confréries
dans le gouvernement de Québec sous le Régime français*

Confrérie	Nombre de legs	Montant des legs
Congrégation mariale	76	7 484 livres
Sainte-Anne	47	1 581 livres
Sainte-Famille	42	1 509 livres
Tiers-Ordre	12	607 livres

La congrégation de la Sainte-Vierge et la confrérie de la Sainte-Famille proposaient à leurs membres une spiritualité théocentrique très élevée, inspirée de l'école de Bérulle, et une morale austère qui se traduisait par des règlements sévères. Seul un nombre restreint de personnes dévotes adhéraient à ces deux associations qui furent surtout actives au XVII^e siècle. La confrérie de Sainte-Anne se voulait au point de départ une confrérie de métier, mais elle accueillit à partir de 1678 toutes «les personnes d'honneur et de bonnes mœurs désireuses d'honorer la grand-mère de l'Enfant Jésus»⁵⁹. À compter de cette année, la confrérie de Sainte-Anne devint la «jumelle» de la Sainte-Famille. Chacune des deux avait sa chapelle dans l'église Notre-Dame de Québec et comme beaucoup de femmes faisaient partie des deux associations à la fois, elles échangeaient volontiers les ornements d'autel au point qu'il devint impossible de distinguer la part de chacune.

Les règlements de ces trois associations prévoyaient la célébration d'un service pour les confrères défunts, avec un luminaire spécial, et tous les associés devaient y assister et payer ensuite des messes pour le disparu. Une partie du cimetière de Notre-Dame de Québec était réservée pour les confréries de Sainte-Anne et de la Sainte-Famille, tandis que les membres du Tiers-Ordre reposaient dans leur chapelle, au couvent des Récollets. Les legs octroyés aux confréries servaient à payer le coût du service funéraire, l'entretien et la décoration de la chapelle. Les dames de la haute société donnaient parfois leurs vêtements les plus luxueux, en satin, velours ou damas broché pour confectionner des ornements d'autel. À

⁵⁹ Mandement de M^{gr} de Laval, 8 octobre 1678, MEQ, I: 101.

l'occasion le directeur de la Congrégation ou la supérieure des dames de la Sainte-Famille se voyaient chargés de distribuer des aumônes.

Les donateurs se recrutent surtout parmi les gens de métier et de services. Les notables (administrateurs, officiers de justice, seigneurs, commerçants et officiers militaires) fournissent un apport considérable car au XVII^e siècle, plusieurs d'entre eux font partie de la congrégation mariale et leurs femmes de la Sainte-Famille. Les ruraux font très peu de legs aux confréries car elles sont moins bien organisées dans les campagnes sans en être totalement absentes. Les ecclésiastiques, enfin, se mêlent aux confréries seulement du vivant de Mgr de Laval et ils commencent à faire leur testament seulement après son décès. Cela explique pourquoi ils font peu de legs à ces associations.

La congrégation de la Sainte-Vierge reçoit le plus grand nombre de legs pour le montant le plus élevé. Cela provient de la présence dans ses rangs d'un grand nombre d'hommes d'affaires qui font parfois des legs très importants. Cela explique aussi en partie que la chapelle de la congrégation soit la première à se relever de ses ruines après la Conquête.

Les confréries de Sainte-Anne et de la Sainte-Famille comptent à peu près le même nombre de legs pour un montant presque identique. Un peu plus toutefois pour la confrérie de Sainte-Anne, plus nombreuse parce que ouverte aux personnes des deux sexes.

Le Tiers-Ordre franciscain fait piètre figure à côté des trois autres : peut-être ne compte-t-il qu'un petit nombre de membres.

La courbe du pourcentage des legs aux confréries ressemble beaucoup à celle des legs aux communautés. Période de prospérité de 1660 à 1700, chute brutale pendant la première décennie du XVIII^e siècle, diminution continue mais assez douce jusqu'en 1760, avec un sursaut pour les confréries entre 1740 et 1750. Cette évolution dépend, au moins en partie, de l'action de l'évêque en fonction.

Mgr de Laval encourageait fortement les activités des confréries. Il espérait que les membres de ces petites communautés laïques pratiqueraient une vie chrétienne plus parfaite et serviraient d'exemples et de modèles au reste de la population. Pour accentuer

le caractère d'élite morale dévolu aux confréries, Mgr de Laval invita les prêtres et les religieuses à en faire partie, et lui-même donna l'exemple. Plus tard, dans le but d'encadrer une plus grande partie de la population, l'évêque décida en 1676 d'admettre les jeunes filles dans les rangs de la Sainte-Famille, jusque-là réservée aux femmes mariées. Deux ans plus tard, il facilita également les conditions d'admission dans la confrérie de Sainte-Anne. Sous l'épiscopat de Mgr de Laval, les confréries à caractère élitiste connurent leur âge d'or. La situation changea à l'arrivée de son successeur.

Mgr de Saint-Vallier n'avait peut-être pas d'hostilité préconçue contre ces associations, mais il ne voulait pas qu'elles nuisent aux activités paroissiales. Pour cette raison, il interdit aux membres de la congrégation mariale d'assister à la messe dans leur chapelle, chez les Jésuites, et de tenir leurs réunions le dimanche après-midi. L'évêque voulait voir tous les congréganistes présents à la messe et aux vêpres dans l'église paroissiale. Il en résulta un démantèlement de la congrégation⁶⁰, et le Tiers-Ordre franciscain connut apparemment les mêmes difficultés⁶¹. Les confréries de Sainte-Anne et de la Sainte-Famille échappèrent à ces avatars parce qu'elles faisaient partie du cadre paroissial.

Le recrutement de la Sainte-Famille diminua au XVIII^e siècle (et peut-être aussi les trois autres), mais un petit groupe fervent continua régulièrement à s'acquitter de ses obligations et de ses legs.

La décennie 1740-1750 vit les deux confréries de Sainte-Anne et de la Sainte-Famille connaître un regain d'activité grâce à l'action énergique de leur directeur, le curé de Québec. Rempli de zèle, celui-ci intensifia le recrutement, sermonna les membres, obligea les secrétaires à tenir à jour les registres et à rédiger le procès-verbal des réunions. Les legs aux confréries augmentèrent également durant cette période. Après la Conquête, elles se trouvèrent dans une situation financière assez confortable pour reprendre leurs activités⁶².

---

⁶⁰ Marie-Aimée Cliche, *La confrérie de la Sainte-Famille à Québec, 1663-1763*. Thèse de maîtrise déposée à l'Université Laval en 1972, 50; et *Rapport de la Société canadienne d'histoire de l'Église catholique*, Sessions d'étude, 43 (1976): 79-93.

⁶¹ Ordonnance de Mgr de Saint-Vallier, 8 octobre 1700. MEQ, I: 407.

⁶² Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le Régime militaire*, II: 201, 402.

TABLEAU 12

*État financier des confréries en 1760
dans la paroisse de Québec*

Sainte-Famille	1 244 livres
Congrégation	864 livres
Sainte-Anne	731 livres
Cordon de St-François	504 livres

Deux phases principales se dégagent dans l'évolution du choix des moyens utilisés par les testateurs pour hâter leur entrée au ciel. Au XVII^e siècle, ils se fient surtout aux bonnes œuvres. Au XVIII^e, ils préfèrent les messes. Le point tournant se situe entre 1710 et 1720. Même si les deux sortes de legs pieux se retrouvent sur un pied d'égalité en 1730, l'écart s'accroît dans les trente dernières années.

Ce changement ne se produit pas de façon brusque ou imprévisible. Deux signes avant-coureurs au moins le laissent prévoir. De 1663 à 1690, les demandes de prières en échange d'un legs sont plus nombreuses que les demandes de messes, mais à partir de 1700, les demandes de messes prennent le dessus. Par surcroît, de 1663 à 1690, la majorité des testateurs consacrent la moitié ou plus de leurs legs pieux aux bonnes œuvres, mais à compter de 1700, la plus grande partie des legs pieux vont aux messes (graphique IV).

ÉVOLUTION DE LA RÉPARTITION DES LEGS PIEUX

La répartition des legs entre les messes et les bonnes œuvres a pu évoluer différemment selon les groupes socio-professionnels, les milieux géographiques et le sexe des testateurs. Pour analyser ce phénomène, nous avons utilisé la méthode des groupes de comportement «A» et «B». Le comportement «A» désigne les testateurs qui consacrent plus de legs aux bonnes œuvres qu'aux messes. Le comportement «B» correspond à ceux qui formulent plus de demandes de messes qu'ils ne font de bonnes œuvres⁶³.

Une étude du pourcentage de legs pieux au sein des groupes socio-professionnels énumérés dans le tableau 2 aboutit à la classification suivante:

⁶³ Le comportement «B» est celui de la majorité des testateurs puisque 75% d'entre eux demandent des messes, tandis que 62% seulement font des bonnes œuvres.

**RÉPARTITION DES LEGS PIEUX ENTRE MESSES ET BONNES OEUVRES
DANS LE GOUVERNEMENT DE QUÉBEC SOUS LE RÉGIME FRANÇAIS**

Testateurs qui réservent la moitié ou plus de leurs legs pieux
pour des messes:

—————

Testateurs qui consacrent la moitié ou plus de leurs legs pieux
aux bonnes oeuvres:

- - - - -

GRAPHIQUE IV

TABLEAU 13

Comportement des testateurs selon les groupes socio-professionnels dans le gouvernement de Québec sous le Régime français.

Groupe « A »	Groupe « B »
Ecclésiastiques	Services
Administrateurs	Métiers
Officiers de justice	Ruraux
Seigneurs	Officiers militaires
Commerçants	Fonctionnaires.

Le groupe « A » comprend surtout des notables, même si certains commerçants et officiers de justice appartiennent à un milieu très modeste. Le groupe « B » rassemble la majorité des gens du peuple, en plus des fonctionnaires, officiers militaires et hommes de services qu'on peut considérer comme des notables.

Le comportement de type « A » (c'est-à-dire plus de bonnes œuvres que de messes) prédomine jusqu'en 1710, puis il est remplacé par le type « B ». De 1663 à 1710, 80,9% des testateurs font un legs aux bonnes œuvres et 59,2% un legs pour des messes. À partir de 1711, l'ordre des proportions s'inverse: 54,6% seulement des testateurs font des bonnes œuvres tandis que 81,6% paient des messes.

L'explication de ce changement ne réside pas dans une proportion beaucoup plus forte de testaments de notables du groupe « A » au XVII^e siècle. En effet, les testaments de ce groupe représentent seulement 26,1% de l'ensemble avant 1711 et 22,1% après. Cette faible proportion ne suffit donc pas à expliquer entièrement les transformations qui s'effectuent dans la répartition des legs pieux.

D'ailleurs ce mode de répartition au sein du groupe « A » n'est pas absolument immuable. Le comportement de ses membres évolue considérablement au XVIII^e siècle au point de consacrer le même nombre de legs aux messes et aux bonnes œuvres. Le groupe « A » tend donc à se rapprocher de la majorité des testateurs qui attachent plus d'importance aux messes qu'aux bonnes œuvres.

Citadins et ruraux adoptent tous deux un comportement de type « B », c'est-à-dire qu'ils consacrent plus de legs aux messes qu'aux

bonnes œuvres, mais cette différence est beaucoup plus prononcée chez les ruraux que chez les citadins.

Étant donné que la proportion des ruraux parmi les testateurs augmente continuellement de 1663 à 1760, on pourrait croire qu'ils ont contribué à assurer la prédominance de ce comportement au XVIII^e siècle. Mais une comparaison plus détaillée de la répartition des legs pieux chez les citadins et les ruraux révèle que les deux groupes ont évolué dans le même sens.

Qu'il s'agisse de l'augmentation des demandes de messes ou de la diminution des legs pour les bonnes œuvres, l'évolution est plus accentuée chez les ruraux que chez les citadins. Mais les deux groupes se rattachent au comportement de type « A » pour le XVII^e siècle, puis au type « B » pour le XVIII^e. Le point de rupture se situe autour de 1690 pour les messes et 1710 pour les bonnes œuvres.

La majorité des testateurs des deux sexes affichent également un comportement de type « B ». La seule différence notoire dans leur façon d'agir consiste dans un plus grand nombre de legs de la part des femmes, que ce soit pour des messes ou des bonnes œuvres.

L'évolution de la répartition de ces legs s'accomplit également de façon quasi identique pour ces deux groupes de personnes. Mais les femmes effectuent continuellement un peu plus de legs pieux que les hommes.

Hommes et femmes, ruraux et citadins adoptent donc un comportement de type « A » au XVII^e siècle et de type « B » au XVIII^e. Ce changement dans la répartition des legs pieux est vraiment généralisé.

La tendance des testateurs à demander de plus en plus de messes et faire de moins en moins de bonnes œuvres ne modifie cependant en rien le but visé par ces legs pieux : racheter les peines temporelles dues aux péchés, s'assurer les prières des vivants et raccourcir le séjour au purgatoire.

Vers 1750, les demandes de messes deviennent tellement nombreuses que le point de saturation est atteint et Mgr de Pontbriand suggère de convertir en aumônes les sommes d'argent promises

pour des messes⁶⁴. Les testateurs, se pliant aux exigences de la situation, agissaient déjà en ce sens. Jean Courtois, qui rédige son testament en 1751, lègue la somme de 150 livres pour des messes en permettant de «convertir cette somme en aumônes s'il y a difficulté à les faire dire»⁶⁵. Pour ce testateur comme pour bien d'autres, l'important c'est de gagner pour 150 livres de mérites. Les messes lui semblent le moyen le plus efficace, mais les bonnes œuvres peuvent très bien servir de solution de rechange. La décennie 1750-1760 se caractérise par une diminution des demandes de messes, une légère augmentation des legs aux bonnes œuvres, et surtout des demandes de prières en échange de ces derniers legs. Les testateurs redécouvrent les moyens utilisés au XVII^e siècle. Ils ne les avaient d'ailleurs jamais complètement oubliés.

D'autres raisons peuvent expliquer la diminution des legs aux bonnes œuvres. Les héritiers payaient assez volontiers des messes pour leurs parents défunts. Ils manifestaient plus de réticence, parfois, à laisser une partie de leur héritage enrichir une communauté religieuse (exemples: les testaments de Peuvret de Mesnu et Aubert de La Chesnaye)⁶⁶. Conscients de cette réalité, les testateurs jugeaient peut-être préférable de demander seulement des messes.

CONCLUSION

L'analyse des testaments révèle chez leurs auteurs une foi vivante et profonde. Hormis quelques rares exceptions, les testaments comprennent toujours des clauses religieuses. Après avoir recommandé leur âme à Dieu, les testateurs tiennent à affirmer qu'ils réunissent les conditions nécessaires à leur salut et à poser les gestes suscep-

⁶⁴ Mandement de Mgr de Pontbriand, 1755. MEQ, II: 104-105.

⁶⁵ APQ, Greffe de Barolet, 11 juin 1751.

⁶⁶ APQ, Greffe de Genaple, 21 mars 1697. Peuvret de Mesnu lègue à l'Hôtel-Dieu la somme de 1 000 livres «somme qui lui revient par préciput de la communauté d'entre lui et sa première femme». Une note ajoutée au bas de son testament le 12 mai 1698 nous apprend que «les religieuses acceptent de se contenter de 300 livres, par accommodement, au lieu de 500 livres qu'elles pouvaient prétendre sur la part de succession de Alexandre Peuvret de Guadarville». — APQ, Greffe de Genaple, 26 août 1702. Aubert de La Chesnaye, lui, fait quelques legs pieux aux bonnes œuvres, après quoi il ajoute: «Toutes lesquelles sommes ci-dessus léguées paraissent si modiques qu'il espère que ses héritiers y satisferont agréablement et pleins de bonne volonté.»

tibles d'abrèger leur séjour au purgatoire. Ces préoccupations spirituelles l'emportent d'emblée sur les éléments matériels liés à la mort, comme les pompes funèbres.

La quasi-totalité des testateurs ont soin, en tout premier lieu, d'affirmer leur foi catholique et leur espoir d'aller au ciel. Une conscience nette étant nécessaire pour accéder au repos éternel, ils ne manquent pour ainsi dire jamais d'ordonner avant toute autre chose le paiement de leurs dettes et la réparation des torts qu'ils ont causés.

L'aspect matériel extérieur de l'enterrement ne retient l'attention que d'une minorité de testateurs. Et même quand ils précisent le lieu et les cérémonies d'inhumation, cette décision s'inscrit dans un contexte spirituel puisqu'ils recherchent le plus souvent la simplicité, voire l'humilité chrétienne.

En se montrant ainsi beaucoup plus soucieux de leur âme que de leur corps, les testateurs se conforment fidèlement à l'enseignement de l'Église.

La très grande majorité d'entre eux se préoccupent également d'abrèger leur séjour au purgatoire en rachetant les peines temporelles dues à leurs péchés. Les principaux moyens utilisés pour parvenir à cette fin sont les legs pour des messes ou des bonnes œuvres. Le pourcentage très élevé de ces legs pieux est d'autant plus impressionnant que l'Église n'en faisait aucunement une obligation morale. Elle se contentait de les recommander, sans plus, pour accéder au plus tôt au bonheur éternel.

Deux caractéristiques générales se dégagent dans la répartition de ces legs pieux. D'abord une évolution constante dans le temps: les testateurs du XVII^e siècle consacrent la majorité de leurs legs aux bonnes œuvres, tandis que ceux du XVIII^e préfèrent les messes. Ensuite des différences marquées de comportement selon les groupes sociaux, les milieux géographiques et les sexes. Les notables et les citadins font le plus de legs aux bonnes œuvres. Les gens du peuple et les ruraux demandent plutôt des messes. Enfin, les femmes font proportionnellement plus de legs pieux que les hommes, mais ces derniers y consacrent des sommes plus élevées. Toutes ces différences tendent cependant à s'atténuer avec le temps. La majorité des testateurs en viennent à adopter un comportement de plus en plus uniforme.

Ces transformations sont dues en grande partie au changement des conditions démographiques et de l'organisation religieuse d'une colonie en voie de développement. Les évêques eux-mêmes adoptent généralement une ligne de conduite dictée par les nécessités de l'époque. Les communautés, premières installées dans la colonie, demeurent un important pôle d'attraction pour les legs aux bonnes œuvres jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Les paroisses prennent ensuite le relais car elles encadrent de plus en plus étroitement la population établie dans les côtes.

Les testaments dévoilent des attitudes fondamentales devant la mort. Toutefois ces documents font connaître assez peu de chose du comportement religieux des catholiques durant le reste de leur vie, à commencer par la conduite des héritiers à l'égard des dernières volontés du défunt. Déjà, la lecture des testaments nous apprend que certaines personnes attendent d'être à l'article de la mort pour accomplir leurs vœux (ou les faire accomplir par d'autres) et acquitter les messes promises à leurs parents décédés. Faut-il en conclure que les habitants de la Nouvelle-France font preuve de plus de piété au moment de la mort que dans la vie courante? La validité des legs pieux peut se vérifier par la consultation des inventaires après décès, des livres de comptes des fabriques paroissiales ou des communautés, des archives judiciaires dans le cas des procès de succession.

De même une étude exhaustive des confréries, des donations entre vifs et de tous les actes notariés ou judiciaires à caractère religieux permettra d'éclairer d'autres aspects de la vie religieuse de la population du gouvernement de Québec sous le Régime français.